

UNIVERSITÉ DE PARIS

COURT DE GÉBELIN.

DÉFENSEUR
DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

(1763-1784)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le 25 juillet 1899, à 4 heures

PAR

JUSTIN CABRIÈRE



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1899

UNIVERSITÉ DE PARIS

COURT DE GÉBELIN

DÉFENSEUR
DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

(1763-1784)

THÈSE

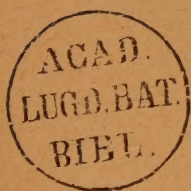
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le 25 juillet 1899, à 4 heures

PAR

JUSTIN CABRIÈRE



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1899

UNIVERSITÉ DE PARIS

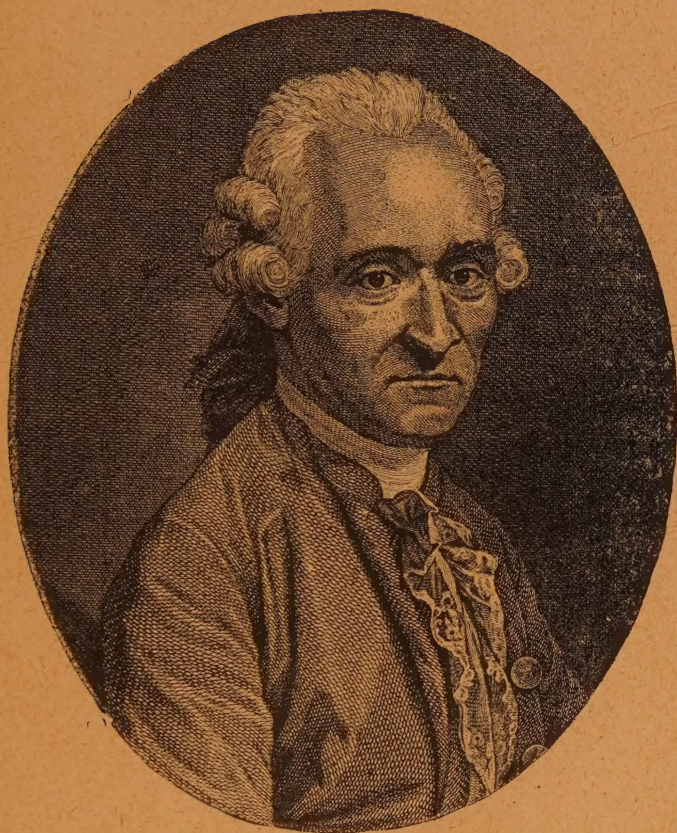
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

Examineurs de la soutenance :

M. BONET-MAURY, président de la soutenance.	
MM. BONET-MAURY,	} Examineurs.
J. RÉVILLE,	
R. ALLIER,	

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

N° 272



COURT DE GÉBELIN

(1725-1784)

A la mémoire de ma mère et de mon frère ADOLIS.

A mon père.

A mes chers Maîtres :

MM. JEAN RÉVILLE, ARMAND LODS, A. GERVAIS.

Témoignage d'affection et de reconnaissance.

Bibliographie

A. — Sources manuscrites

Manuscripts des Bibliothèques

a). — BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Collection Coquerel. Papiers Rabaut. Correspondance.

Archives Serusclat. Lettres de Court de Gébelin. Liasse n° 2 a et n° 2 b.

Archives des Eglises Wallonnes. Copie.

b). — BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DE GENÈVE

Collection Antoine Court. Lettres d'Antoine Court et de Court de Gébelin à M. de Végobre L/AC tom II.

B. — Sources imprimées

I. — Originaux

PAUL RABAUT, ses lettres à Antoine Court (1739-1755), avec une préface par Ch. Dardier, Paris, 1884, 2 vol. in-8.

PAUL RABAUT. Ses lettres à divers (1744-1794), avec préface par Charles Dardier, Paris, 1891, 2 vol in-8.

HUGUES (EDMOND). Les synodes du Désert, Paris, 1885, 3 vol. in-4.

RABAUT DE SAINT-ETIENNE. Lettre sur la vie et les écrits de COURT DE GÉBELIN. Paris, 1784, in-4°.

II — Ouvrages de seconde main

DE FELICE. Histoire des protestants de France, depuis l'origine de la Réformation jusqu'au temps présent. Paris, 1856, in-12.

BORDIER. La France protestante.

COQUEREL (CHARLES). Histoire des Eglises du Désert (1715-1789). Paris, 1841, 2 vol. in-8.

COQUEREL (ATHANASE). Jean Calas et sa famille, 2^e édit. Paris, 1867, in-8.

HUGUES (EDMOND). Antoine Court. Histoire de la Restauration du Protestantisme en France au XVIII^e siècle. Paris, 1872, 2 vol. in-8.

DARDIER (CHARLES). Court de Gébelin, notice sur sa vie et ses écrits, Nîmes, 1890, in-8.

GALLAND (A). Essai sur l'histoire du protestantisme à Caen et en Basse-Normandie (1598-1791), Paris, 1898, in-8.

III. — Périodiques

« Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du protestantisme français. » Paris, 1851-1899, 48 volumes in-8.

« Annales de bibliographie théologique », Paris, 1896-1899, in-8 et spécialement n° 15 septembre 1898.

Introduction

Esquisse de l'état du protestantisme au XVIII^e siècle (1715-1763.)

Jamais siècle n'a fourni plus de prisonniers, plus de martyrs et de galériens, que le XVIII^e siècle. Cette période de lutte et de persécutions sanglantes contre les huguenots, est aussi une période de relèvement et de réorganisation. Nos pères cherchent à relever, avec une persévérance étonnante, un édifice précieux que le fanatisme et la haine viennent sans cesse abattre. Cet héroïque effort n'est pas vain : au milieu de l'orage épouvantable que déchainent sur eux leurs ennemis acharnés, les réformés peuvent découvrir là-bas dans le lointain un coin de ciel bleu, leur annonçant des temps meilleurs. Mais en attendant que cette clarté salutaire de la liberté vienne éclairer leur route ils essuyent les rigueurs de la tempête.

On avait persuadé au grand roi qu'il n'y avait plus de protestants en France et que l'on pouvait sans inconvénient supprimer l'édit de Nantes.

Le roi cède et porte sur ses meilleurs sujets le coup le plus désastreux. Bientôt il en éprouvera les tristes conséquences.

De toutes parts on émigre du beau pays de France. En 1698 un édit est promulgué pour empêcher les protestants de passer la frontière. Il faut rester dans le pays pour subir les outrages et les cruautés du fanatisme en furie.

Mais quoi ! dit-on encore au grand roi, il ne reste plus en France que quelques protestants, renouvelons les dragonnades et l'on aura vite raison des dévoyés de la foi.

Les protestants alors, poussés à bout sans écouter les conseils trop prudents de ce parti modéré qui recommandait de lutter par des moyens pacifiques, se soulèvent, et la guerre des Camisards éclate (1702-1704.) Malgré la bravoure de leurs chefs, le courage de leurs soldats, vainqueurs un moment, les protestants sont à la fin vaincus, et il semble bien que le protestantisme soit pour toujours anéanti.

Louis XIV triomphe dans son œuvre de destruction. Que vont devenir les quelques braves qui survivent à la défaite ? Leurs pasteurs sont morts ou exilés, leurs temples démolis. Peut-être encore quelques rares prédicants parcourront-ils, au risque des plus grands dangers, le Vivarais ou les Cévennes, mais qui osera se rendre aux assemblées ? Les dragons sont là ; ils guettent, prêts à fondre sur leur proie.

Quelques-uns se contenteront alors du culte de famille. Le vieux père ouvrira la Bible ; il remplacera le pasteur pour longtemps absent, et la famille à genoux redira la prière d'autrefois.

D'autres, soit par faiblesse, soit par crainte de la cruauté des soldats, consentiront à observer quelques pratiques extérieures de l'église romaine. D'autres enfin, découragés, se laisseront aller à l'indifférence à l'égard d'une religion qui décidément coûte trop de sacrifices pour l'exercer.

Plusieurs encore, si leurs ressources ou leur santé le leur permettent, essaieront de passer la frontière, ils rejoindront dans l'exil ceux qui déjà ont été contraints d'abandonner cette France qu'ils aimaient.

Si Dieu ne suscite pas parmi les huguenots un homme d'énergie et de courage pour réveiller la foi qui fatalement va s'éteindre, rétablir dans les églises l'ordre brutalement interrompu, c'en est fait du protestantisme. Ce ne sera plus qu'un souvenir de l'histoire du passé.

Cependant, après la mort du grand roi, une ère nouvelle semble s'ouvrir ; un adoucissement au sort des protestants peut être espéré. Philippe d'Orléans se montre rempli de

bienveillance à leur égard. Il se dispose même à rappeler ceux qui se sont exilés; mais malheureusement Saint Simon l'en dissuade. Le conseil du roi émet alors l'avis qu'on pourrait fonder à Douai une colonie de protestants réfugiés auxquels on accorderait le libre exercice de leur culte.

Les protestants encouragés par cette attitude du gouvernement essaient de recommencer leurs assemblées en Guyenne, en Poitou, et surtout dans le Languedoc. Mais aussitôt les persécutions sanglantes recommencent.

C'est alors qu'un jeune homme de dix-neuf ans conçoit le projet audacieux de relever le protestantisme et convoque à cet effet en 1715 le synode de Nîmes. Antoine Court avait compris que deux ennemis principaux étaient à combattre :

Tout d'abord le fanatisme romain contre lequel on devait organiser un sérieux plan de campagne. Il fallait chercher à réveiller la foi qui s'en allait et redresser les églises abattues.

Ensuite les inspirés, qui se livraient aux plus fâcheuses extravagances, et contre lesquels il fallait établir une sévère discipline.

Ces propositions discutées et votées dans le fond d'une carrière aux environs de Nîmes, par quelques laïques et quelques prédicants, le synode se sépare et chacun de son côté va se mettre à l'œuvre, Jean Vesson, Pierre Durand, Etienne Arnaud, et surtout Corteis sont les dignes collaborateurs de Court. S'ils lui sont inférieurs en instruction, ils le surpasseront peut être en activité.

Pour maintenir la filiation de l'ordination, Corteis va à Zurich recevoir l'imposition des mains, et vient consacrer Court en France en 1717.

L'œuvre de réorganisation entreprise par Antoine Court et ses collègues ne tarde pas à porter ses fruits; grâce à leur intrépidité les églises renaissent et se multiplient. Le protestantisme commence à reprendre vie.

Mais ce réveil excite le fanatisme catholique qui, favorisé

par l'avènement de Louis de Bourbon, obtient à force d'intrigue le terrible édit du 14 mai 1724.

Sous la menace des plus dures peines les assemblées sont interdites ; l'éducation des enfants confiée aux prêtres catholiques ; les mariages contractés au désert annulés ; permission est donnée au prêtre d'entrer dans la maison des malades protestants, (même sans témoin.) Et qu'on ne songe pas à passer la frontière car, renouvelant les ordres de Louis XIV, le roi rend en 1726 un édit interdisant à tout français de passer à l'étranger sans sa permission.

Par la révocation de l'édit de Nantes et les dragonnades on avait pensé abattre le grand arbre, on s'attache à présent à arracher un à un les rejetons qui poussent de ses racines. Mais la nature sera plus forte que le fanatisme ; elle triomphera de son ennemi.

En 1727 grâce à Antoine Court et à Benjamin Duplan qui sollicite auprès des puissances étrangères des secours matériels, un séminaire protestant est fondé à Lausanne. Cet établissement sera une pépinière d'où sortiront un grand nombre de prédicants qui viendront en France aider les églises à se relever, mettre à leur service leur énergie, leur foi, parfois même leur vie. C'est de la part des huguenots une lutte pacifique qu'ils ont entreprise. Ils ont déposé le sabre pour combattre avec les armes de l'évangile ; cette lutte sera longue, pénible ; l'on verra les hommes envoyés à l'échafaud, aux prisons, aux galères, les femmes aux couvents et à la tour de Constance ; car dans les provinces où les édits seront encore appliqués dans toute leur rigueur, les scènes les plus lamentables vont se produire. Le garde des sceaux lui-même, D'Aguesseau, essaiera d'adoucir cet état de chose en conseillant aux catholiques de ne pas inquiéter les protestants pourvu qu'ils voulussent pratiquer un minimum de catholicité. Mais cette conciliation singulière ne contente personne et en 1730 voyant que le protestantisme malgré l'édit de 1724 s'était accru, les dragonnades recommencent. Dans le Languedoc, des assemblées surprises sont

dispersées à coups de mousquets. A Beaucaire on livre aux flammes des livres religieux.

En 1738 l'édit de 1724 est renouvelé. En 1739 paraît une ordonnance invitant à rechercher les livres hérétiques chez les protestants. C'est cette même année que meurt Pierre Durand.

Ici s'ouvre une période de calme relatif pour les protestants. Les édits ne sont pas abrogés, mais on montre un peu moins d'empressement à les appliquer.

Les protestants en profitent pour convoquer un synode en 1744. Ce court délai ne devait être que le prélude de persécutions plus terribles encore. Certains prêtres du Dauphiné font courir le bruit que Roger est l'auteur d'un faux édit de tolérance revêtu de la signature royale.

En 1745 les curés des Cévennes se plaignent à la cour d'être des bergers sans troupeau ; à leurs plaintes viennent se joindre celles des évêques de St-Pons et de Tours. On rappelle alors aux intendants les peines qui doivent être appliquées aux protestants. Peines qui, par ordre du roi, en février de la même année, doivent s'étendre même aux protestants absents des assemblées, pour n'avoir pas dénoncé leurs coreligionnaires.

Les plaintes du clergé redoublent en 1750. On réclame pour les réformés l'application des édits de 1724 et de 1745. En 1751 se renouvellent les cruautés des dragonnades au Caylar ; une insurrection éclate à Lédignan où les catholiques venus avec leurs curés pour enlever des enfants sont repoussés par les protestants.

Cependant dans la crainte que de tels incidents ne soulèvent une nouvelle guerre des Camisards, au moment même où les Anglais menacent de faire une descente sur les côtes françaises, le gouvernement semble devenir plus humain à l'égard des réformés et incline à accepter le système de D'Aguesseau préconisé de nouveau par Joly de Fleury.

Le danger passé, les persécutions recommencent.

Le sort qu'on fait endurer aux protestants est inouï.

Plusieurs, les plus aisés, tentent de fuir. Mais alors paraît une nouvelle ordonnance royale (1752,) pour empêcher l'émigration. On recommande l'application rigoureuse de l'édit du 5 Mai 1699, interdisant aux réformés la vente de leurs biens.

C'est à ce moment qu'Antoine Court adresse au roi un placet qui malheureusement reste sans effet. Il rédige un nouveau mémoire qui est presque une menace, dans lequel il retrace la situation du protestantisme depuis 1744 jusqu'à 1752. Ce mémoire dut arriver à destination puisqu'on l'a retrouvé à la Bibliothèque nationale. « Voici, conclut M. A. Galland, quelle est sous Louis XV la condition légale du religionnaire. Lorsqu'il vient au monde il est réputé bâtard. Homme, il ne peut ni contracter d'union légitime sans trahir sa conscience, ni aliéner librement ses biens, et on lui enlève ses enfants ! Mort il est jeté en terre la nuit, sous l'œil de la police, comme un suicidé ou un supplicié. »

La guerre de 1755 à 1762 détourne un peu l'attention du gouvernement. Néanmoins les catholiques se signalent par quelques faits de fanatisme. Un détachement de Brissac massacré une assemblée de huguenots dans le Bas-Languedoc en 1756. En 1758, à Bordeaux, on fait brûler des livres saints trouvés chez le négociant Corbières. Enfin en 1762 le fanatisme atteint son plus haut point de cruauté. Le pasteur Rochette et les frères Grenier ont la tête tranchée à Toulouse.

Jean Calas indignement accusé, victime du fanatisme le plus révoltant, expie sur la roue un crime qu'il n'a pas commis.

Dès ce jour l'opinion commence à s'émouvoir, déjà dans la province plusieurs députés royaux avaient protesté tacitement en n'exécutant pas rigoureusement les édits sévères de la cour. A présent quelques voix autorisées vont s'élever en faveur de la cause protestante, Jacques Elie de Beaumont, Rippert de Montclar, Voltaire.

Il faudra que les protestants profitent de ce mouvement vers plus d'humanité. Il faudra qu'ils fassent connaître au

roi leur triste condition depuis déjà près d'un siècle. Il faudra enfin qu'ils lui fassent savoir quels ont toujours été leurs sentiments à l'égard de l'Etat ; sentiments que leurs ennemis n'ont pas manqué de fausser pour les noircir et pour mieux les perdre. On rédigera à cet effet des mémoires. Mais qui pourra les faire parvenir jusqu'au roi lui-même ? C'est alors que naît dans l'esprit de plusieurs pasteurs du désert l'idée d'avoir à Paris, près de la cour un solliciteur, qui s'efforcera d'obtenir, pour les protestants en général, l'adoucissement des édits qui les proscrivent de leur propre pays, et pour chaque victime en particulier, la suspension d'une peine souvent arbitraire.

Ce fut sous l'influence de Paul Rabaut, que fut réalisée au synode de Nîmes 1763, cette idée par le choix de Court de Gébelin, comme défenseur des églises sous la croix.

CHAPITRE PREMIER

Court de Gébélín au synode de Nîmes.

(1763)

Avant d'étudier les principales décisions du synode de Nîmes demandons-nous qui était Gébélín et avec quels titres il pouvait se présenter devant ce synode.

Court de Gébélín était né à Nîmes en 1725. Il était fils du célèbre Antoine Court, le vaillant restaurateur du protestantisme en France, qui, en 1729, pour échapper aux poursuites des édits de Louis XIV avait dû se réfugier en Suisse, à Lausanne. Gébélín s'appelait Antoine Court comme son père, ce ne fut que vers 1765, à Paris, qu'il ajouta, par prudence, à son nom, celui de sa grand-mère maternelle, Marie Gébélín.

De bien bonne heure, le jeune Gébélín avait dû prendre le chemin de l'exil. En 1729 son père l'avait emmené avec lui à Lausanne, où il passa les premières années de son enfance. Elles furent difficiles, son père désespérait de lui ; jusqu'à sept ans il parla très mal, il articulait à peine quelques mots. Il étudia d'abord au séminaire de Lausanne où il montra de brillantes aptitudes pour les sciences. Il alla ensuite à Genève « pour s'y former sur les excellents modèles dans l'art de la prédication ».

Plus tard, il se fait consacrer pasteur à Lausanne. En 1754 il est nommé professeur suppléant de logique et de morale au séminaire de cette même ville. Il aida son père dans sa vaste et délicate correspondance. Il fut même son collaborateur dans ses ouvrages. « Il ne pensait plus, dit-il, en parlant de son père, à donner au public l'histoire des Camisards. Ce ne fut qu'à mes instances qu'il y consentit, et nous n'en fussions

pas resté là ; je me réjouissais de lui donner cette satisfaction ; mais dès la première feuille il n'était plus en état d'en goûter, toutes les affaires du monde lui étaient déjà indifférentes. Le premier volume est imprimé, le second à moitié, le troisième commencé. Ils me donnent beaucoup de soins et de peines. Il ne fallait pas cela pour augmenter mes embarras. Je ne négligerai cependant rien pour qu'il paraisse au temps marqué ¹ ».

À la mort de son père il continua à correspondre avec un grand nombre de pasteurs de France. Indigné du fanatisme du parlement de Toulouse qui, après avoir envoyé à l'échafaud le Pasteur Rochette et les frères Grenier, condamne injustement Calas, il écrit les *Toulousaines* ², afin d'émouvoir l'opinion publique en faveur des religionnaires qui étaient en butte à ce moment aux plus cruelles injustices. Mais ce livre, recueil de lettres supposées écrites de Toulouse, souleva de vives protestations, et Gébelin songea alors à quitter Lausanne pour aller dans le Midi de la France où il avait été invité à faire une tournée, l'année précédente. Il nous le dit dans une lettre du 21 Octobre 1762, à Ch. de Végobre : « on m'a fait une proposition qui, indépendamment des promesses très considérables qui l'ont accompagnée et qui ne m'éblouissent pas, me tente extrêmement ; c'est de faire une tournée

¹ « Papiers Court N° 2. Lettre de Gébelin à Ch. de Végobre 8 Juin 1760 ».

² Il existe deux éditions des *Toulousaines*, la première de 458 pages, la seconde de 444 pages. Toutes deux sont in 8° et portent la date 1763 et l'indication, Edimbourg, c'est-à-dire Lausanne. Dans la seconde édition, Court de Gébelin a tenu compte des observations de Voltaire, d'après ses conseils il « adoucit les choses un peu trop durées », par exemple une attaque contre les membres du parlement de Toulouse (p. 131) et un passage dans lequel il attaquait le gouvernement lui-même donnant à entendre qu'il se conduisait « par des principes aussi peu liés, que contraires à la sagesse et à toutes les maximes de l'humanité et du christianisme », p. 267.

La bibliothèque de la société de l'histoire du protestantisme possède plusieurs exemplaires de la 1^{re} édition. Nous ne connaissons qu'un exemplaire de la 2^{me} édition appartenant à M. Paul de Félice, pasteur à Enghien. Cet ouvrage est composé d'une série de lettres, historiques et apologetiques, destinées à défendre les églises sous la croix. Elles sont supposées écrites de Toulouse et c'est pour cette raison que Gébelin les a appelées ; « *Les Toulousaines* ».

en France dans les provinces méridionales revenant par Paris, qui ne me coûterait rien..... »

Il vient donc à Nîmes et assiste, en simple spectateur, au synode du Languedoc réuni en Juin 1763. Après avoir liquidé certaines questions pressantes, le synode s'occupa de nommer un député des églises à Paris.

La Beaumelle avait eu, l'un des premiers, l'idée de faire nommer un député des églises protestantes.

« Se souvenant, dit M. Armand Lods, que les réformés avaient eu auprès du roi des commissaires désignés par les synodes et chargés de transmettre au gouvernement les demandes des églises, il conseilla de revenir à ce système et développa cette idée dans ses lettres à Paul Rabaut. » En effet, il était entré en pourparlers avec un grand seigneur qui « moyennant une rétribution convenable, deviendrait le défenseur officieux des protestants ».

Paul Rabaut chargé de ce projet lui écrivait en octobre 1762 : « on a senti la nécessité d'avoir un député à Paris et celui dont il s'agit est bien l'homme qu'il faut. Il a toutes les qualités, lumières, expérience, zèle, réputation, accointance auprès de personnes de crédit, que peut-on demander davantage. On lui doit beaucoup de reconnaissance de ce qu'il veut bien se charger d'une pareille commission ; en mon nom particulier, je sais combien nous lui sommes redevables, et je dis de bon cœur : amen ! à sa nomination. »

Ce catholique qui offrait ses services aux religionnaires n'était autre que le marquis de Gudane commandant du comté de Foix. Mais, malgré les efforts de Paul Rabaut, le synode national ne voulut point nommer Gudane comme représentant des églises réformés, il se contenta d'allouer une somme annuelle de 450 livres à Court de Gébelin.

L'article 37 des décisions du synode de 1763 est ainsi conçu : « En reconnaissance des services que M. Court fils a rendu aux églises de ce royaume et de ceux qu'il est disposé de leur rendre à l'avenir, l'assemblée lui assigne une pension

annuelle de 450 livres, à compter du 1^{er} de ce mois....¹ ».

Et Gébelin, après avoir visité quelques églises du Midi et du Centre de la France, les villes de Cette, Agde, Clairac, Angoulême, Poitiers, Orléans et Blois, arrive à Paris où il s'établit dans des appartements fort modestes, rue des Ménétriers.

¹ Ch. Dardier, *Notice sur Gébelin*, p. 35.

CHAPITRE II

Court de Gébelin défenseur des Eglises sous la croix

(1763-1784)

Arrivé à Paris, Gébelin était résolu à n'épargner ni son temps, ni ses peines, pour améliorer le sort des églises sous la croix.

Il essaya tout d'abord de proposer aux églises un solliciteur. Il avait très bien compris qu'en ce moment où l'esprit de tolérance n'était pas complètement banni du royaume, les protestants avaient grand intérêt à choisir un représentant qui, nommé par un synode national, parlerait avec plus d'autorité qu'un simple pasteur, si influent fût-il.

Comptant sur la confiance que les églises du Midi lui avaient témoignée au synode de Nîmes, il cherche tout d'abord à obtenir lui-même le titre officiel de solliciteur des églises réformées de France.

Paul Rabaut l'encourage dans cette voie par une lettre du 3 octobre 1763 : « Ce qui nous manque depuis longtemps, écrivait-il à Gébelin, c'est quelqu'un qui ose parler et dire ce qu'il faut ; vous serez, j'espère, ce quelqu'un¹..... »

Court de Gébelin écrit alors aux diverses églises de France pour les engager à réunir un synode national afin de lui envoyer une autorisation en règle : « Jusqu'ici, dit-il, je m'étais contenté d'autorisations particulières, peu uniformes et pour la plupart fondues avec d'autres choses dans une seule et même lettre²..... »

Et il rédige lui-même cette autorisation qu'il réclame :

¹ Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, 31 octobre 1763.

² Collection Coquerel. *Papiers Rabaut, correspondance*, N° 36.

« Nous soussignés, ministres de la religion réformée, desservant l'église de....., déclarons qu'en vertu du pouvoir qui nous a été donné par les protestants de cette province et connaissant le zèle pour la religion réformée du sieur Antoine Court de Gébelin, français de nation et ci-devant réfugié en Suisse, sa probité, son attachement pour la France et pour les intérêts du roi, sa prudence et ses talents, nous l'avons choisi pour être notre solliciteur auprès de sa Majesté et de ses ministres, lui donnant pouvoir de faire connaître à sa dite Majesté le malheur de notre situation, les maux dont nous sommes accablés, notre zèle pour sa personne sacrée et pour son service, etc.... »

Ainsi rédigée, il l'envoie aux divers pasteurs des églises réformées.

Mais bientôt les difficultés renaissent de toute part, et, dans une lettre du 15 juillet 1764, il se plaint amèrement à Paul Rabaut de ce que non seulement les églises ne l'autorisent pas à être leur solliciteur auprès de la cour, mais que plusieurs églises vont même jusqu'à l'attaquer. Doit-il résister à l'orage ou céder ?

En effet, tandis qu'à Paris on lui fait une violente opposition, de Bordeaux on adresse une lettre qui va singulièrement entraver ses projets.

Enfin, en mai 1764, on fait à Gébelin la réponse suivante :

« La lettre que M. Court a adressée au présent synode ayant été lue et pesée, il a chargé messieurs les pasteurs et anciens qui composent le comité de lui répondre qu'il est très sensible au zèle dont il est animé pour le bien de la cause commune, mais que l'assemblée n'a pas une autorité suffisante pour lui donner le grade qu'il demande, et qu'au surplus le projet contenu dans un mémoire adressé à messieurs les pasteurs n'est point du tout acceptable¹. »

Gébelin, voyant qu'il ne pouvait pas être choisi, cherche

¹ Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*. T. I, lettre à Court de Gébelin du 23 mai 1764.

alors à faire désigner un personnage influent de ses amis. Mais, pour nommer ce solliciteur, il faut qu'un synode national se réunisse ; c'est à cette seule condition que le ministre agréera le député des églises réformées. Aussi Gébelin fait-il tous ses efforts pour que ce synode soit convoqué promptement.

Il ne dit pas tout d'abord quel est celui qu'il proposera comme solliciteur des églises, quelques rares amis seulement connaissent son nom.

Dans sa correspondance souvent, même à ses amis, il ne met que l'initiale du nom de son protégé, et ce fait a induit en erreur plusieurs historiens. Nous savons aujourd'hui quel est celui que Gébelin voulait proposer aux églises réformées. Il nous le dit dans sa lettre du 25 octobre 1765 à Paul Rabaut. Ce n'est pas, comme on l'a cru pendant longtemps, Elie de Beaumont, mais un homme de lettres du nom de Gondot, « secrétaire général de messieurs les maréchaux de France, juge de la connétablie, etc.¹ »

Son projet est encore rejeté, tout d'abord par un synode du Vivarais. Rabaut de Saint-Etienne, qui y avait assisté, en fait part à son ami et maître, Court de Gébelin. De son côté, l'église de La Rochelle fait circuler une lettre de protestation. Elle est opposée à la convocation du synode national.

Voici les principales raisons qu'elle invoque² :

« Il nous semble que ce n'est pas sur la réquisition d'un simple particulier (quelque mérite qu'il ait ailleurs) qui n'est

¹ « Gondot jouissait, en effet, dit M. Armand Lods (*Bulletin du protestantisme*, 15 avril 1899), d'un certain crédit et avait été successivement secrétaire du duc de Biron et de messieurs les maréchaux de France, devenu juge de la connétablie, il remplissait aussi les fonctions de commissaire des guerres. Ce gentilhomme aimait beaucoup les lettres et il employait ses loisirs à composer de petites pièces de théâtre. Citons parmi ses œuvres badines : *Les Bergers de qualité*, parodie de *Daphnis et Chloé* (1752). — *Les fêtes des environs de Paris*, parodie des fêtes grecques et romaines (1753). — *Les prix de beauté ou les couronnes pastorales* (1760). — *Nanine, sœur de lait de la reine Golconde* (1768). » *Papiers Rabaut, correspondance*, t. III, folio 85. (*Bibliothèque du protestantisme français*).

² *Bulletin historique et littéraire du protestantisme français*, avril-mai 1899, p. 259.

revêtu d'aucun caractère, qui même n'a aucun droit d'entrer dans l'assemblée qu'il demande, qu'un synode national peut et doit être convoqué.

Il paraît au contraire, par tous nos synodes nationaux que ce sont les besoins des Eglises qui ont décidé, et qui doivent décider de leur convocation ; la lettre à laquelle nous répondons n'en fait aucune mention.

Aucune question, même relative au bien général, qui aura été examinée et jugée par le sin. nat. précédent ne doit être remise sur le bureau à l'examen d'un autre sin. nat. à moins d'une grande nécessité et d'un changement notable dans les circonstances ; cela est expressément recommandé dans tous nos sin. Or, la question dont parle la lettre à laquelle nous répondons, a été examinée, discutée et jugée au dernier sin. nat. Les circonstances sont les mêmes qu'en 1763 ; nous ne raisonnons point sur le solliciteur proposé parce que nous n'avons aucune des connaissances nécessaires, nous savons seulement que nous ne devons pas en avoir, et nous dirons qu'il ne nous convient pas à nous protestants, qui sommes dans le Royaume sans reconnaissance publique, à qui toute assemblée religieuse, bien plus nécessaire qu'une assemblée politique est défendue, à nous contre qui mille décisions munies du sceau des lois prononcées en différents temps subsistent encore, de convoquer une assemblée purement politique, et qu'en le faisant, nous encourons le blâme de gens sages, éclairés et pacifiques.

Nous disons plus et nous ajoutons que quand nous pourrions oublier pour un moment l'espèce de servitude où nous sommes, il nous convient encore mieux à nous, proscrits et cependant tolérés, à nous, tenus sous le joug et jouissant pourtant en quelque sorte des douceurs de la tolérance, de charger quelqu'un de dire tout haut qu'il faut nous donner plus qu'on ne nous permet, et nous accorder plus que nous n'avons pris : que c'est courir les plus grands risques de voir cette démarche interprétée à notre désavantage, d'entendre dire

qu'au lieu d'être reconnaissants d'une faveur à laquelle nous ne devons pas nous attendre, l'ingratitude est entrée dans nos cœurs ; que nous agissons en sujets qui exigent, tandis que nous devons constamment nous conduire en sujets qui supplient.

Enfin, la démarche qu'on veut faire nous semble d'autant plus périlleuse que, bien loin d'être dans des circonstances semblables à celle de 1763, nous nous trouvons dans des conjonctures extrêmement délicates.

Nous venons de perdre M. le Dauphin justement regretté de tous les ordres de l'Etat, mais dans l'esprit duquel on a justement ou tellement supposé des principes opposés à la tolérance et à notre bien-être, que le plus grand nombre de nos compatriotes des deux classes en est persuadé : comment interprétera-t-on le sin. nat. peu de temps après cette mort ?

L'assemblée du clergé va recommencer ses séances au 1^{er} Mai prochain : et quand même ces séances ne se tiendraient que par commissaires, elle est toujours censée subsister. Est-il prudent de s'assembler en Juin ? »

Une copie de cette lettre fut envoyée à toutes les provinces. Elle contenait onze objections.

En somme La Rochelle jugeait cette convocation non seulement inutile, mais même préjudiciable aux véritables intérêts des églises¹. Cette lettre exerça une puissante influence sur les églises ; et grâce aux efforts de la plupart des églises de province, et aussi il faut bien le dire, des comités de Paris qui s'opposèrent sans cesse aux projets de Court de Gébelin, le synode qui devait se réunir en juin 1766 fut ajourné. Ce fut au grand désespoir de Gébelin car il comptait beaucoup sur sa présence à un synode national pour « faire goûter ses vues et pour assurer son séjour à Paris et le succès de son agence. »

« Combien cet évènement m'a déconcerté et dérangé,

¹ Peut-être l'Eglise de La Rochelle aurait-elle préféré un autre candidat, le sieur Dutems par exemple, qu'elle présentera plus tard, et dont parle Gébelin dans une de ses lettres inédites.

(Archives Pradel. Mars 1778. — voir Dardier : *Court de Gébelin*, p. 55.)

écrivait-il alors ; j'en ai profité pour faire de nouvelles connaissances et me suis mis à l'hébreu..... Je venais d'achever un mémoire sur le mariage des protestants ; j'en faisais un très long pour le synode national ; la veille de mon départ je reçus contre-ordre, ce contre-temps a presque épuisé ma constance et mon courage ; des visites à nos savants les plus distingués, et l'étude de l'arabe seront ma consolation dans ce revers.¹ »

Ce fut donc dans l'étude que Gébelin alla chercher un soulagement à la peine que venaient de lui causer ses insuccès.

Néanmoins ces diverses oppositions venant de tout côtés entraver ses projets ne le découragèrent pas au point de renoncer, comme l'avait fait La Beaumelle, à s'intéresser à la cause de ses coreligionnaires.

S'il compose des livres il trouve aussi le temps de composer des mémoires, pour instruire la cour et les ministres du triste sort des huguenots.

Et c'est là pour lui un mérite de n'avoir jamais renoncé à défendre ceux-là même qui bien souvent, dans leur ingratitude, le faisaient beaucoup souffrir.

Il les défend tout d'abord d'une façon générale ; c'est-à-dire qu'il cherche à obtenir de la part du gouvernement un système de tolérance à l'égard de tous les protestants français.

Ensuite d'une façon particulière en s'occupant plus spécialement de tel ou tel cas qu'on lui signale. Mais pour arriver à quelque résultat il fallait avoir l'oreille des grands. Pour conquérir une situation il compose des ouvrages, se livre à de minutieuses recherches linguistiques² et parvient

¹ Collection Coquerel. Papiers Rabaut, correspondance.

² Voici le titre du principal ouvrage de Court de Gébelin comprenant 9 tomes : « *Le Monde primitif analysé avec le monde moderne, considéré dans l'histoire naturelle de la parole ou grammaire universelle et comparative, avec des figures en taille douce, par M. Court de Gébelin, de la société économique de Berne à l'Académie royale de la Rochelle.* Paris, 1773-82, in-4° (Dardier, notice sur Gébelin 1890, p. 44.) « Cet ouvrage, dit le pasteur de Ganges, Gal Pomaret, un correspondant de Voltaire, est comme un soleil qui darde ses rayons sur d'épais nuages et qui les dissipe. »

(Arch. du consist. de Nîmes, registre L, 9.)

ainsi à attirer l'attention des savants et des grands de l'époque.

« Je ne me suis lancé dans les recherches immenses, écrivait-il au pasteur Olivier Desmont, de Bordeaux, que lorsque les églises m'ont abandonné Je n'ai connu les grands, je n'ai été dans l'audience des ministres, je n'ai mis en œuvre le peu crédit que je puis avoir que pour elles (les églises), jamais pour moi..... ».

Il proposa, pour concilier aux protestants les faveurs du gouvernement, la création d'une banque. Mais ce projet fut énergiquement repoussé par Paul Rabaut lui-même. Les réformés, disait-il, n'auraient rien à gagner et tout à perdre.

Il reprit alors l'idée d'un don gratuit à l'imitation des assemblées du clergé. Plusieurs églises l'approuvèrent et auraient été disposées à aider Gébélín à réaliser son projet ; ce don ne fut cependant jamais offert au roi.

Il proposa ensuite la fondation d'un journal : « *Le Nouvelliste Français* ».

En 1757 on avait eu l'idée de faire paraître des feuilles hebdomadaires, sortes de rapports périodiques relatant les principaux faits religieux. Mais on abandonna cette idée excellente, et au synode national du Bas Languedoc, (1763), on se contenta de créer une correspondance protestante. Dans chaque province un correspondant était chargé d'informer, tous les trois mois, les autres provinces des « faits accomplis et des projets discutés dans son district ». Mais ce n'était pas suffisant pour faire connaître au gouvernement l'état des protestants, pour réfuter les calomnies auxquelles ils étaient sans cesse exposés. Gébélín l'avait bien compris lorsqu'en 1766 il proposa, après s'être informé des frais que pourrait entraîner son projet, de fonder une gazette, « dans laquelle, disait-il, on exposerait avec cette vérité et cette simplicité propre au langage de la conscience, avec cette candeur que la bonne foi seule fait montrer, les véritables sentiments des protestants en France, leurs opinions sur le respect et la fidélité dus au monarque et à la patrie, leurs instructions qu'ils reçoivent de leurs pas-

teurs sur ces objets importants, et les manières qu'ils inspirent à cet égard à leurs enfants. Un ouvrage périodique dans lequel on verroit la succession familière et constante de ces opinions et de ces sentiments, seroit le moyen le plus efficace de faire connaître l'esprit de ces infortunés sujets. Et c'est afin qu'ils soient pleinement connus, que nous nous proposons d'entreprendre cet ouvrage. Bien certain que son effet naturel sera de propager et de répandre ces sentiments de tolérance et de douceur qui sont le fruit de la vérité. Dans quel siècle et sous quel règne notre ouvrage pouvait-il paraître avec plus d'espérance de succès ¹ ? »

Ce journal auquel Court se proposait de donner comme titre « Le Nouvelliste français » devait paraître deux fois par mois à partir du mois d'Avril 1767.

Gébelin n'épargna aucune peine pour faire réussir son projet, mais en vain. Le « Nouvelliste français » ne devait jamais paraître. « Un respect exagéré de l'autorité, dit M. Froissard, les injustes défiances des colloques, l'inqualifiable indifférence des masses, le petit nombre des fidèles dévoués et leur pauvreté, firent avorter les desseins du savant et du zélé Gébelin. »

On peut constater combien Gébelin eut peu de succès dans la plupart de ses entreprises ². La réputation qu'il s'était faite peu à peu lui permit cependant de faire beaucoup de bien. Il fit sortir des prisonniers de leurs tristes cachots ; tomber les

¹ *Bulletin du protestantisme français*, t. I, p. 392.

² Il ne faut pas oublier cependant que son Musée eut un brillant succès. M. Dardier nous dit à ce propos : « Sa renommée et par suite son crédit, son influence, s'accrut après la fondation d'une société libre de sciences, lettres et beaux-arts, qu'on appela le *Musée* et dont il fut nommé le président à l'unanimité, après en avoir été l'un des initiateurs. L'entrée de cette sorte d'Académie fut bientôt aussi recherchée que celle de sa grande sœur l'Académie Française. » (*Notice sur Gébelin* 1890, p. 14.)

Gébelin avait toujours aimé ces sortes de sociétés coopératives de l'intelligence, où chacun apporte son appoint d'activité et de talent. Etant encore étudiant à Lausanne, il en avait fondé une qui s'appela la « Société de l'Etoile » et qui prit bientôt une grande extension. Des loges furent créées dans bien des villes de France, à Nîmes, à Paris, etc. » Paul Rabaut signa pendant longtemps ses lettres : « Le chevalier de l'Etoile. »

fers de plusieurs galériens. Il fit rendre, par exemple, à Roux de Nîmes deux de ses enfants qu'on lui avait arrachés en 1774, délivrer des galères plusieurs confesseurs et un soldat. En 1775 il dressa une liste des enfants enlevés. Il aida de Rulhières à rédiger son mémoire. C'est à Gébelin que revient l'honneur d'avoir fait tomber les chaînes des deux derniers galériens huguenots, Antoine Rialle, d'Oste, en Dauphiné, et Paul Achard, de Châtillon, en Dauphiné également, tous deux condamnés par le parlement de Grenoble en 1745. L'un avait 75 ans et l'autre 66, Gébelin intercédâ pour ces deux malheureux d'abord auprès de Turgot, alors ministre de la marine, ensuite auprès de M. le duc de Vrillière, de M. le garde des sceaux, etc. Il adressa enfin une requête au parlement. Poussé par son zèle infatigable pour la justice, il va frapper à toutes les portes. Au roi lui-même il adresse ces touchantes paroles : « deux vieillards infortunés, âgés de plus de 70 et de 60 ans, dans les fers depuis plus de trente ans, pour cause de religion, se jettent aux pieds de V. M. pour la supplier de leur accorder cette liberté dont ils sont privés depuis si longtemps et qu'ils méritent par longue expiation de la faute qu'ils peuvent avoir commise, par leur vieillesse qui les met hors d'état de servir sur les galères auxquelles ils furent condamnés pour la vie, et par la conduite qu'ils ont tenue depuis ce temps-là, conduite qui a édifié tous leurs supérieurs et MM. les intendants de marine en particulier qui ne refuseront pas de leur rendre ce témoignage. Déjà Antoine Rialle et Paul Achard, tous deux du diocèse de Die et tous deux condamnés en 1745, aux galères perpétuelles, pour cause de religion, par le parlement de Grenoble, ont vu rompre les fers de tous les protestants qui ont été condamnés comme eux aux galères. Sans être plus coupables, auront-ils seuls à gémir sous le poids de leur infortune et sous un règne de justice et d'humanité seront-ils obligés de verser des pleurs jusqu'au tombeau. Trente ans de punition et de douleurs ne seront-ils pas une expiation suffisante aux yeux des lois pénales.

Sire, que votre grande âme soit touchée de compassion envers ceux que dans le moment où la France est en joye sur son Roi, ces infortunés puissent aller le bénir dans le sein de leur famille. Elles vous béniront, sire, tout le royaume applaudira à la clémence de la clémence de votre Majesté; et ceux qu'effrayèrent l'ancienne rigueur des lois pénales, revenus de leur consternation se féliciteront d'être français; l'on craindra de déplaire à un monarque juste et bon ¹. »

Ces supplications multipliées ne furent pas sans résultat et les deux pauvres vieillards, grâce à la persévérante protestation de Gébelin, purent enfin revenir dans leur pays et dans leur famille, après une bien longue et bien cruelle absence.

Dans l'affaire du pasteur Armand, Gébelin défendit la cause des pasteurs français que ce perturbateur allait inévitablement compromettre. Pendant longtemps la question brûlante du jour avait été de savoir quelle pourrait bien être la constitution civile que l'on donnerait aux protestants de France. Le pasteur Armand, chapelain l'ambassade de Hollande, crut avoir trouvé la solution de ce problème délicat. Il avait établi lui-même une constitution qui, avec le consentement et l'appui du gouvernement, devrait être imposée aux diverses églises de France.

Mais lorsqu'il essaya de mettre son projet à exécution, il rencontra naturellement une violente résistance de la part des pasteurs. Usant alors du pouvoir que le gouvernement lui avait confié, il fit mettre en prison les récalcitrants. Les Eglises protestèrent vivement contre un tel procédé; de plusieurs points de la France des protestations s'élevèrent contre les prétentions du pasteur hollandais, et le gouvernement sur les instances particulières de Court de Gébelin, pour faire cesser les troubles, dut arrêter le pasteur Armand dans son entreprise trop autoritaire.

¹ *Bulletin du protestantisme français*, t. I, p. 320-21.

Conduite des Églises à l'égard de Court de Gébelin

En passant en revue les services nombreux que Court de Gébelin a rendus aux églises réformées de France, on est étonné de voir ces mêmes églises s'opposer aux projets de celui qui travaillait pour elles, et refuser de payer l'indemnité promise par le synode de Nîmes. Et cependant, « les démarches qu'il fit, les mémoires qu'il rédigea, les grâces qu'il obtint formeraient une série immense », nous dit Coquerel dans son histoire des églises du désert.

Comment expliquer la conduite de ces églises ? C'est ce que nous voudrions essayer de faire très brièvement.

Ce qui a nui tout d'abord à la cause de Gébelin, ce sont les comités déjà existant à Paris :

Gébelin était le représentant du comité dit de Lausanne. Mais, avant son arrivée, il existait d'autres comités ; l'un le comité de Paris, à la tête duquel se trouvait l'agent Lecoq, a joué un rôle assez important dans les rapports des protestants avec les ministres et les commandants du Languedoc, entr'autres avec le prince de Beauveau. C'est lui qui avait mis Paul Rabaut en relation avec le prince de Conti.

Il y avait également le comité de la chapelle hollandaise, « longtemps dirigé par le zélé et spirituel ministre Delabroue, et qui plus tard fit naître de grandes discordes sous l'influence du chapelain Armand ».

Ces comités, qui déjà étaient entrés en lutte, virent d'un mauvais œil l'arrivée de Gébelin à Paris. Cet homme, que la vaillance et les services de son père, ainsi que la haute protection du ministre Paul Rabaut recommandaient chaude-

ment, allait peut-être leur faire perdre leur crédit auprès des églises de France, ou tout au moins leur enlever une partie de leur influence.

On ne tarda pas, en effet, à se plaindre de lui. On lui reproche son indifférence, ses liaisons avec des gens qui ne pouvaient qu'être funestes à lui-même et à la cause générale du protestantisme. Et, s'appuyant sur ce fait que le synode n'avait pas nommé officiellement Gébelin député des églises réformées, les comités firent tous leurs efforts pour l'éloigner de Paris, car, disaient-ils, c'est à Lausanne qu'il doit résider et non à Paris. Ces comités, exerçaient déjà sur les églises une certaine influence, ils en usèrent pour représenter Gébelin comme un agent inutile et même dangereux ; et, aidés de tous ceux qui ne cherchaient qu'à exploiter le terrain des réclamations des protestants, ils détournèrent de Gébelin un grand nombre d'églises qui désormais s'opposèrent à tous ses projets.

D'autres églises furent peut-être arrêtées par cette idée qu'il n'était pas bon que les protestants eussent un représentant officiel qui, au lieu de leur rendre service, ne ferait peut-être que leur nuire en attirant l'attention sur eux. Après les terribles persécutions qu'ils venaient d'essuyer, beaucoup de protestants ne demandaient en effet qu'à vivre ignorés. Rabaut de Saint-Etienne, exprime nettement cette pensée dans une lettre à l'ami de Court de Gébelin, Charles de Végobre, en 1784 :

« D'ailleurs, dit-il, la cour n'entend point que nous fassions corps ; elle ne pourrait souffrir que nous eussions un agent avoué chargé de porter nos plaintes, et c'est ce mot qui est si délicat à prononcer, sans compter que ce serait peut-être le moyen de n'avoir plus d'agent à l'avenir. » Et non seulement, dans cette même lettre, Rabaut de Saint-Etienne n'est pas d'avis qu'on ait un représentant officiel, mais il hésite à consentir à ce que l'on parle publiquement des nombreux services rendus par son ami et maître Court de Gébelin, dans la crainte qu'on ne nuise « à la cause à laquelle ce savant s'intéressait en secret ».

L'église de La Rochelle avait mis en avant cette même raison lorsqu'en 1766 elle fit échouer le synode national réclamé par Court de Gébelin. De plus, les églises ne devaient-elles pas être épuisées par ces longues guerres de religion ? Un grand nombre de familles riches avaient passé la frontière ; celles qui restaient, vivant peut-être péniblement du fruit de leur travail, hésitaient à s'engager dans de nouveaux frais. Or, fonder un comité, comme le voulait Gébelin, c'était créer de nouvelles dépenses, car il faudrait subvenir aux besoins des agents de ce comité. Et, du reste, n'existait-il pas déjà des comités à Paris ? A quoi bon en créer d'autres ? Ces comités eux-mêmes, qu'avaient-ils fait pour la cause des réformés ? Rien, semblait-il. Que de démarches inutiles ! Que d'écrits, que de mémoires sans résultat ! Ajoutons à cela l'intervention de quelques agents peu scrupuleux dans l'accomplissement de la charge qui leur était confiée, et l'on comprendra sans peine pourquoi un grand nombre d'églises vinrent s'opposer aux projets de Court de Gébelin.

Telles sont quelques-unes des difficultés contre lesquelles vint se heurter Court de Gébelin. Est-ce à dire que nous voulons par là justifier entièrement les églises de leur conduite à l'égard de Gébelin, leur protecteur ? Non, sans doute. Car ces mêmes églises s'étaient engagées au synode de Nîmes, à payer à Gébelin, pendant son séjour à Paris, une indemnité. Peu d'entre elles tinrent parole. C'était non seulement se dérober à un engagement formel, mais faire preuve d'une singulière ingratitude envers celui qui consacrait tous ses efforts à la défense du protestantisme.

Gébelin, du reste, ne fût-il pas digne de l'appui des églises de France, il leur avait rendu de si réels services, que ce qu'il réclamait il l'avait, certes, bien gagné. L'exposer ainsi à la misère en le privant de tout secours était, de la part des églises, une faute qu'on ne peut que déplorer.

Voilà ce qui a surtout frappé beaucoup d'historiens et parmi eux M. le pasteur Dardier. On est alors allé trop loin dans l'autre

sens. On a trop exalté Gébelin au détriment des églises. Les circonstances atténuantes en faveur des églises ont été négligées pour porter trop haut les services de Court de Gébelin. Il faut rétablir l'équilibre et trouver un juste milieu. Tout en reconnaissant les services réels que Court de Gébelin a rendus aux églises et en regrettant qu'ils aient été souvent méconnus par elles, il ne faut pas oublier les causes puissantes qui ont agi sur les églises et légitiment parfois leur conduite. Gébelin a été, dans une certaine mesure, victime des circonstances.

Il ne faut pas oublier non plus ce qui, jusqu'ici, n'a pas suffisamment été relevé, et que la vérité et le désir de rendre justice aux uns et aux autres nous oblige à faire sortir de l'ombre ; c'est le caractère exalté de Gébelin, qui parfois l'a poussé à certaines bizarreries. Ce fut peut-être une des causes qui ont contribué à éloigner les églises de Gébelin.

Souvenons-nous de ses *Toulousaines* ; elles sont si mordantes qu'elles risquaient de faire plus de mal que de bien à ceux qu'elles devaient défendre. De toute parts, on l'engage à user d'un peu plus de modération. Voltaire lui-même intervient. Il estime que Court de Gébelin aurait grand tort de faire publier ses *Toulousaines* en France « avant que le parlement de Toulouse ait envoyé ses procédures et ses motifs. » Il estime que ces lettres renferment « des choses trop violentes contre ce parlement de Toulouse » et il ajoute : « On accuserait ces lettres d'être séditieuses ¹ ; elles fourniraient des armes contre nous. » En homme pratique, le grand philosophe démontre qu'il serait imprudent de s'occuper en même temps de l'affaire Calas, et de l'affaire Sirven, parce que les juges chercheraient alors à justifier la première procédure par la seconde et « feraient voir en trois mois de temps deux pères de famille accusés par la voix publique de ce crime épouvantable ². » Gébelin ne peut supporter ces remontrances,

¹ Lettres de Voltaire à Debrus, juin 1762. — Août 1762, Voir Voltaire, *Œuvres complètes*, édition Garnier, t. XLII, p. 143 et 201.

² Lettres de Voltaire à Moulton, janvier 1763 t. XLII, p. 335.

il quitte son pays, vient en France, et par une singulière ironie, tandis qu'il visite les églises sous la croix, il se lie d'amitié avec un prêtre catholique. On pourrait mettre sur le compte de l'ardeur de sa jeunesse ce manque de modération. Mais n'a-t-il pas toujours été un peu exalté, dans ses diverses entreprises, durant toute sa vie ? A la fin de sa carrière n'a-t-il pas accordé au médecin Mesmer une confiance un peu exagérée. Il exalte dans une brochure ¹ la haute science et les succès de ce docteur : « Il est charmant d'être guéri sans prendre des remèdes ; de voir renaître ses forces, son estomac, sa santé, sans prendre de drogues et simplement dans les bras de la nature..... sur 100 malades, il y en a 90 qui, abandonnés par les médecins, sont guéris ; c'est l'impossible. Personne ne peut suivre Mesmer et ne pas devenir enthousiaste..... Quant à moi j'aime mieux être fou avec Mesmer qui me donne force et santé que d'être sage avec vos prétendus savants qui rejettent ce qu'ils n'ont pas rencontré ². »

Hélas, au moment même où il écrivait ces lignes, il était atteint aux sources mêmes de la vie, et tout soin désormais était devenu inutile ³.

On se souvient que Gébelin ne pouvant faire agréer sa nomination par les églises, essaya de faire nommer quelque personnage influent de sa connaissance.

Longtemps il avait caché le nom de celui qu'il allait proposer aux églises. Il dut enfin avouer que cet ami appartenait à la religion catholique, ce qui dut singulièrement étonner beaucoup de protestants, et donner prise aux attaques de ses adversaires. Mais qu'aurait-on pensé à cette époque même, si

¹ *Lettre de l'auteur du monde primitif à MM. ses souscripteurs sur le magnétisme animal*, 31 juillet 1783, 2^e édition. Pons-Valleyric 1784, in-4 de 48 pages.

² *Notice sur la vie et les écrits de Gébelin*, p. 71.

³ A la mort de Court de Gébelin les adversaires de Mesmer se hâtèrent de condamner sa méthode. Mesmer répondit par une lettre dans laquelle il démontra que Court était atteint d'une maladie incurable. Il joignit à ses démonstrations un procès-verbal d'autopsie constatant que les principaux organes de son malade, poudrons, reins, intestins, étaient depuis longtemps affaiblis et usés.

toutes les églises avaient su que ce personnage méritait si peu l'honneur que Gébelin voulait lui faire accorder ? Non seulement Gondot n'appartenait pas à la religion protestante, mais encore dans ses productions littéraires il n'avait cultivé que le genre léger.

Ces différentes raisons expliquent peut-être dans une certaine mesure la façon d'agir des églises à l'égard de leur défenseur.

Conclusion.

Quelle est, dès lors, la conclusion qui s'impose ? C'est qu'en dépit de son caractère un peu exalté, qui l'a entraîné à certaines exagérations, quelquefois même à certaines bizarreries qui nous étonnent, et dont ses adversaires n'ont pas manqué de profiter pour le combattre et éloigner de lui les églises, Court de Gébelin n'en reste pas moins un bon et vaillant défenseur des églises sous la croix. Il était venu à Paris pour se consacrer entièrement au service des églises protestantes ; et quand ces églises qui l'avaient elles-mêmes envoyé l'abandonnent, il leur reste encore dévoué.

Quelles que soient les raisons que l'on puisse faire valoir contre lui, cette énergique persévérance l'honore.

Du reste, que de services n'a-t-il pas rendus au protestantisme ? Et que n'a-t-il pas fait pour pouvoir lui être utile ? Grâce à ses savantes études, ne s'est-il pas mis en rapport avec un grand nombre de hauts personnages de l'époque, qui l'ont puissamment aidé dans son œuvre de protecteur des églises ? Bien plus, ses ouvrages ont été lus à la ville et à la cour ; et tandis que les protestants étaient hors la loi, lui, réussit à se faire nommer censeur royal ; ce qui en ce temps là, était pour un protestant quelque chose d'inouï.

Si ses livres ont eu quelque succès, si ses entreprises lui ont valu quelques honneurs, qui l'ont agréablement bercé sans doute, il n'a pas oublié cependant ses coreligionnaires qui gémissaient encore dans les cachots ou sur les galères. Il n'a pas fermé l'oreille au vent léger qui lui apportait des quatre coins de la France, les gémissements pénibles de ses frères prisonniers.

Souvent son travail a été interrompu pour écrire un mémoire, pour faire des démarches afin d'arracher à des mains impies un enfant qu'une mère éplorée réclame.

Si son père, le vaillant Antoine Court, avait puissamment aidé le protestantisme à se relever de l'abattement dans lequel il était tombé après les guerres de religion, lui, Court de Gébelin, viendra donner la main à ce fier blessé et essayer de lui faire reconquérir la place d'où on l'avait banni.

Malheureusement il n'a pu saluer l'heureuse année de 1787 où Louis XVI accorda enfin aux protestants l'édit de tolérance ¹. Mais n'est-ce pas assez d'honneur d'y avoir contribué pour une bonne part ?

Il a fait plus, il a préparé un élève, Rabaut de Saint-Etienne, qui le remplacera dignement, et fera proclamer par l'assemblée nationale, à la séance du 23 août 1789, avec la liberté de conscience la liberté des cultes.

Saluons donc en Court de Gébelin l'un des plus vaillants défenseurs du protestantisme français au XVIII^e siècle.

¹ Court de Gébelin mourut le 11 mai 1784 à l'ancien hôtel de Coigny, 6 rue Coq-Héron, habité par M. Mesmer. Il fut d'abord inhumé au cimetière de Port-aux-Platres. Il est inscrit sous le n° 84 du registre de la chapelle de Hollande. Son corps fut ensuite transporté à Franconville dans les jardins de la comtesse d'Albon le 11 juillet 1784. (*Bulletin de l'histoire du protestantisme*, t. XLVI, p. 108). « Le tombeau que je lui ai élevé est placé dans un endroit écarté, qu'il choisissait pour réfléchir et promener ses idées philosophiques sur le tableau de la nature, qui se présentait non loin de là dans toute sa beauté. J'ai tâché d'imiter sa simplicité, et d'exprimer par des allégories la vaste étendue de son génie et de ses connaissances. Le cercueil de plomb où il se trouve est couvert d'une pierre sur laquelle on voit Hermès traçant des caractères allégoriques. Quatre colonnes environnent son tombeau. Il en est une où j'ai gravé cette inscription, dégagée de toute recherche pompeuse : « *Passant, vénérez cette tombe, Gébelin y repose.* » Sur les faces sont des tablettes de marbre, qui présentent l'alphabet des langues primitives. »

Vu : *Le président de la soutenance*,
G. BONET-MAURY.

Vu : *Le doyen*,
A. SABATIER.

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Table des matières

Portrait de Court de Gébelin, d'après une gravure du temps.....	3
BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION. — Esquisse de l'état du protestantisme au XVIII ^e siècle.....	9
CHAPITRE I ^{er} . — Court de Gébelin au synode de Nîmes (1763).....	17
CHAPITRE II. — Court de Gébelin défenseur des Eglises sous la Croix (1763-1784).....	21
CHAPITRE III. — Conduite des Eglises à l'égard de Gébelin	31
CONCLUSION.....	37

